

de Laurier, ce n'est pas la politique, il me semble, du Gouvernement actuel.

Le 4 août 1914, la guerre était déclarée. Qu'a fait le Canada? Même ceux-là qui avaient contribué à la défaite de Laurier oublièrent leurs discours pour la patrie canadienne, même des partisans éminents de Laurier le lâchèrent pour entrer dans le gouvernement d'union et voter la participation à la guerre.

Malgré les affirmations répétées que l'enregistrement national ne servirait pas à la conscription, la conscription fut établie ici, alors qu'elle ne l'était pas en Angleterre. Que s'était-il passé monsieur?

Le Canada a, aujourd'hui des hommes sincères qui le gouverne. Leur politique est canadienne, comme l'était celle de Laurier, et cependant le sang canadien a coulé dans les Flandres. Un pays de 10 millions d'hommes pris par la fièvre de la guerre, par l'enthousiasme impérial, lève dans quelques mois une armée considérable. Des hommes publics catégoriquement opposés à la participation aux guerres extérieures votaient pour l'envoi de troupes au secours de l'Empire. Les circonstances dépassaient les hommes, les événements étaient plus forts que leur volonté et le Canada prenait part à une guerre extérieure. Ces sacrifices étaient faits par un pays non préparé.

Le vote que nous sommes appelés à donner sur l'augmentation des crédits militaires est un vote qui augmente notre capacité de défense, mais aussi notre capacité de contribution lorsque le tocsin sonnera. Et si l'histoire allait se répéter et les événements devenir plus forts que la volonté des hommes dirigeants, il ne serait plus temps de s'apposer aux armements et de manifester notre volonté d'être des non-participants à une guerre extérieure où l'Empire serait intéressé. Il ne serait plus temps d'empêcher l'entraînement ou l'équipement pour la guerre, et dans la fièvre qui s'empare d'une population aux heures de guerre nous entendrions encore le cri: "Aye, Aye, ready".

Combien plus alléchant sera pour les lords de l'Amirauté, aidés des circonstances et des événements, de forcer le sentiment canadien lorsque le pays sera préparé pour assurer une contribution plus adéquate à leurs besoins. C'est aujourd'hui qu'il est temps de les avertir.

Il peut paraître à d'aucuns que l'importance de ce débat soit exagérée. Je voterais aussi allègrement que quiconque les millions demandés si la dette du pays était moins considérable, la population plus forte pour supporter les taxes et le travail plus abondant.

Pourquoi faut-il, à un moment où le Canada voit son chemin plus libre, où le peuple canadien reprend confiance en ses destinées,

[M. Gauthier.]

grâce à une politique essentiellement canadienne, pourquoi faut-il l'arrêter dans sa marche triomphale contre les embarras économiques et financiers? Pourquoi faut-il qu'une menace de guerre, non pas ici mais au dehors, vienne jeter dans son esprit, où règne ou commence la confiance, l'inquiétude et l'incertitude d'un lendemain de guerre. Il a besoin de toutes ses forces, de toute son énergie pour remporter la victoire finale et sortir enfin du chaos où l'avait jeté la crise d'après-guerre. Que ceux qui veulent les armements et la guerre continuent, s'ils le désirent, leurs éternelles querelles. Quant à nous, nous désirons la paix et nous souhaitons qu'ils nous laissent travailler paisiblement à l'unité et à la prospérité du pays canadien. Il y a bien des années que le premier ministre Ramsay MacDonald déclarait devant le congrès américain: "Nous sommes tous trop armés". Je crois au contraire que ce débat et ce vote sont d'une grande importance, et si je prends cette position dans le présent débat, c'est que j'ai lu un peu l'histoire des pays d'Europe et de bien d'autres. J'ai été témoin, comme vous tous, des événements douloureux qui se sont déroulés depuis 1914, et si cette histoire malheureuse allait se répéter, je ne veux pas, ni de près ni de loin, ni directement, que mon vote concoure à l'envoi du capital humain canadien dans une guerre extérieure où nous n'aurions pas d'affaire.

M. LACOMBE: Très bien!

M. GAUTHIER: Je ne prétends pas, monsieur l'Orateur, que mon vote puisse empêcher la guerre ou la participation de mon pays dans une guerre extérieure. D'autres que moi dans cette Chambre ont donné leur vote contre la conscription, et le Parlement l'a établie quand même. Mais ils ont exercé comme moi leur droit de s'exprimer franchement, et leurs noms ne sont pas bannis de la mémoire de leurs compatriotes comme s'ils avaient été traîtres à leur pays.

Mais la guerre n'est pas déclarée, et on me dira d'attendre avant de porter un jugement. J'attends, monsieur l'Orateur, et en attendant, j'essaie de me renseigner sur l'opinion qui prévaut dans l'Empire, étant donné le besoin si imminent de s'armer. En date du 7 février courant, le *Sunday Times* de Londres,—c'est la Presse canadienne, en collaboration avec l'agence Havas, qui le rapporte—dit ce qui suit:

Qu'il est possible que les dominions partagent les dépenses du programme de réarmement de l'Angleterre. Les dominions, ajoute le journal, ne pourraient pas, par exemple, continuer à jouir des avantages sans prix de la protection de la flotte anglaise s'ils permettaient que l'Angleterre fût écrasée du haut des airs. Le réarmement britannique constitue actuellement un